

Les ressorts de la résilience territoriale

En cette rentrée 2020, chacun se revendique « résilient » face à la crise sanitaire, économique et sociale, qu'il soit acteur économique, responsable politique ou même personne physique. Ainsi, la 3^e Rencontre nationale « Action cœur de ville », le 8 septembre à la Cité de l'architecture et du patrimoine, s'intitulait « Relance et résilience », quelques jours après l'annonce par le Premier ministre du plan baptisé « France Relance ». « "Action cœur de ville" dispose de l'ensemble des atouts pour être un accélérateur du plan de relance, en concrétisant la nouvelle donne territoriale et ses deux piliers : la transition écologique et la résilience », a souligné Jacqueline Gourault, la ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales, en conclusion de la rencontre. Quant à Roselyne Bachelot, la ministre de la Culture, elle a évoqué la résilience comme « un mot particulièrement bien choisi [pour] un processus complexe et exigeant ».

Ce n'est pas Martin Vanier qui la démentira, du moins dans cet accent mis sur les processus. Car le géographe ouvre notre dossier avec une contribution qui met à l'épreuve de l'histoire des idées cette notion de résilience appliquée aux villes et aux territoires. Avec comme conclusion que « la résilience invite à la lucidité de considérer l'histoire comme l'enchaînement des imprévus, donc à en garder la mémoire et la connaissance ».

Magali Talandier a choisi d'analyser trois formes de résilience territoriale : absorbative, adaptatrice et transformatrice. Avant de proposer un *Rubik's Cube* territorial, qui fait apparaître l'importance des LIBS (*Local Intensive Business Services*), ces activités productives locales qui constituent un levier stratégique pour affronter les crises.

D'ailleurs la feuille de route de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), adoptée en juin dernier, trace la perspective de « pactes de résilience territoriale ». D'où notre interrogation à son directeur général, Yves Le Breton : cette nouvelle notion pourrait-elle se substituer à celle de « cohésion des territoires » ? Prudence de la réponse : « Il ne s'agit pas de

remplacer un concept par un autre [...] mais les stratégies de résilience vont prendre une place croissante dans l'action publique. » Notre dossier en donne de nombreux exemples.

Les nouvelles pratiques alimentaires développées dans la métropole lilloise ou dans l'agglomération de Douai participent des démarches valorisant les ressources locales que la crise actuelle a mises en lumière. Quant aux tiers-lieux que décrivent Julie Lannou, Marlène Le Guiet et Léa Finot, ils agissent comme « centrifugeuses des projets », catalyseurs d'énergies territoriales. Encore faut-il leur donner les moyens d'exister et de se pérenniser. Les auteurs de notre dossier ne proposent pas de remède miracle pour une résilience généralisée. Ils réfléchissent à l'adaptation des mégapoles comme le Grand Paris (Alain Cluzet), ou des métropoles régionales (Agence d'urbanisme de l'agglomération marseillaise) à la nouvelle donne économique, sociale et sanitaire. Ils plaident pour une « mobilité raisonnée » (Bernard Linsel, Éric Raimondeau et Virginie Sidorov), s'inquiètent pour le devenir de l'espace public menacé par des formes de privatisation (Vincent Bourjaillat et Jean-Pierre Charbonneau), analysent l'intensification des pratiques numériques urbaines (Antoine Courmont), militent pour l'entrepre-

neurial social (Jean-Marc Borello et Chloé Brillon), défendent le réseau des hôpitaux de proximité (Emmanuel Vigneron). D'autres comme Ariella Masbouni et le Club Ville Aménagement vont voir du côté de nos voisins européens pour repérer de nouvelles pratiques et de nouvelles démarches. C'est ainsi que la stratégie italienne pour revaloriser les territoires intérieurs « oubliés » a retenu leur attention, par sa capacité à appuyer des initiatives locales et même microlocales, en mobilisant un maximum d'acteurs, publics et privés. En France, l'idée serait de faire bénéficier les « territoires perdants » de l'ingénierie des « territoires gagnants », en particulier celle des métropoles. L'occasion pour elles de refonder leur légitimité en faisant de la résilience territoriale un enjeu partagé. En tout cas, la quête de résilience s'annonce comme un long chemin que nous n'avons pas fini d'emprunter. / **Antoine Loubière**

**Repérer
de nouvelles
pratiques
et de nouvelles
démarches**

Dossier coordonné par Antoine Loubière

Avec les contributions de : Anne Berbey / Jean-Marc Borello / Vincent Bourjaillat / Chloé Brillon / Christian Brunner / Jean-Pierre Charbonneau / Alain Cluzet / Antoine Courmont / Laurent Couture / Léa Finot / Julie Lannou / Marlène Le Guiet / Bernard Linsel / Ariella Masbouni / Éric Raimondeau / Virginie Sidorov / Magali Talandier / Filippo Tantillo / Martin Vanier / Bertrand Verfaillie / Emmanuel Vigneron